

EQUATION



**Société Nationale d'Entraide de la
Médaille Militaire**

**Rapport
du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2019
Société Nationale d'Entraide de la Médaille Militaire
Association
36 Rue de la Bienfaisance
75008 PARIS

94, boulevard de Courcelles - 75017 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 58 36 50 00 - Fax : +33 (0)1 58 36 50 05 - www.equation-paris.com

RLB|Euro Alliance

SAS au capital de 49 952 euros - Immatriculée au 340 916 840 RCS Paris
Siret 340 916 840 00051 - NAF 6920Z - Société d'expertise comptable, de commissariat aux comptes et de conseil



Société Nationale d'Entraide de la Médaille Militaire

Association

Siège social : 36 Rue de la Bienfaisance 75008 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

À l'assemblée générale,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 17 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Dans le rapport du précédent commissaire aux comptes du 23 mai 2019 relatifs à l'exercice 2018, avait été formulée une impossibilité de certifier les comptes en raison de l'insuffisance des procédures de contrôle interne, qui ne permettaient pas de s'assurer de l'exhaustivité du grand nombre de sections, ni de la réalité de leurs charges et produits. Comme exposé dans la note page 24 de l'annexe, la mise en place en 2019 de procédures de collecte et de suivi régulier en cours d'exercice a permis de réintégrer les sections anormalement manquantes en 2018 et de réduire le nombre de sections non comptabilisées à la clôture. La note indique les conséquences de cette situation sur les capitaux propres. Les actions engagées restant toutefois en cours, nous ne sommes pas en mesure de vérifier l'absence d'incidence significative des dernières sections manquantes sur les comptes au 31 décembre 2019.



Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 25 novembre 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

À l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux délégués.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 21 octobre 2020

Le commissaire aux comptes,

EQUATION



Matthieu LAMY
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	48 608	43 272	5 336	5 598
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	432 614	4 235	428 379	428 538
	Constructions	2 049 706	1 360 218	689 488	664 167
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	974 041	790 310	183 731	208 488
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts	1 500		1 500	1 500	
Autres immobilisations financières	4 461		4 461	4 461	
	TOTAL (I)	3 510 929	2 198 035	1 312 895	1 312 752
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis	7 505		7 505	9 064
	Marchandises	197 781	24 669	173 112	158 625
	Avances et Acomptes versés sur commandes	300		300	
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	55 330		55 330	81 939
	Autres créances	63 631		63 631	58 953
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	3 900 685		3 900 685	3 483 931	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	30 665		30 665	10 566
	TOTAL (II)	4 255 897	24 669	4 231 228	3 803 078
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
	TOTAL ACTIF (I à VI)	7 766 827	2 222 704	5 544 123	5 115 830
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an			5 961	5 961	
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2019

31/12/2018

		31/12/2019	31/12/2018
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	1 147 113	1 147 113
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	1 137 112	1 137 112
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	3 287 518	3 054 757
	Report à nouveau	483 373	516 404
	Résultat de l'exercice	107 564	(70 031)
	Total des fonds propres	5 025 567	4 648 242
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
- Apports			
- Legs et donations			
- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Droits des propriétaires			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	101 241	77 529	
Provisions réglementées			
Total des autres fonds associatifs	101 241	77 529	
Total des fonds associatifs	5 126 808	4 725 771	
Provisions	Provisions pour risques	6 000	6 000
	Provisions pour charges		
Total des provisions	6 000	6 000	
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
Total des fonds dédiés			
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	23 942	38 154
	Emprunts et dettes financières divers	457	457
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	152 790	123 930
	Dettes fiscales et sociales	206 115	185 164
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	26 288	36 012	
Produits constatés d'avance	1 723	342	
Total des dettes	411 315	384 059	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	5 544 123	5 115 830	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	107 563,69	(70 030,76)	
(1) Dont à moins d'un an	401 243	360 117	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

		Etat exprimé en euros	
		31/12/2019	31/12/2018
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	67 039	70 574
	Prestations de services	2 880 692	2 838 317
	Productions stockée		1 787
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	234 823	211 002
	Dons	251 182	167 121
	Cotisations	798 329	823 955
	Legs et donations	88 151	537
	Autres produits de gestion courante	212	1 558
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	49 009	66 570
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	4 369 436	4 181 420
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	290 347	265 018
	Variation de stock	5 334	1 357
	Autres achats et charges externes	2 531 881	2 394 191
	Impôts, taxes et versements assimilés	155 982	160 985
	Rémunération du personnel	765 267	765 179
	Charges sociales	275 310	331 163
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	74 423	79 842
	Dotation aux provisions		26 264
	Autres charges	126 577	115 537
		Total des charges d'exploitation	4 225 122
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	144 315	41 883
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	3 877	10 735
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	256	368
	2 - RESULTAT FINANCIER	3 620	10 367
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	147 935	52 250
Charges financières	Produits exceptionnels	170 773	331 866
	Charges exceptionnelles	209 555	452 781
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(38 783)	(120 915)
	Impôts sur les sociétés	1 589	1 366
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	4 544 086	4 524 021
	TOTAL DES CHARGES	4 436 522	4 594 052
	EXCEDENT ou DEFICIT	107 564	(70 031)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

Etats financiers au 31/12/2019

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **5 544 123** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 544 086** euros et un total **charges** de **4 436 522** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **107 564** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Remarque Préliminaire

Les comptes combinés comprennent après retraitements d'opérations interne :

- Les comptes du siège social de la SNEMM à Paris
- Les comptes de la Résidence de la SNEMM à Hyères
- Les comptes des sections de la SNEMM
- Les comptes des UD de la SNEMM

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

Ci-dessous, les différentes durées d'amortissement retenues :

- Matériel & Outillages : 5 à 10 ans
- Matériel de transport : 4 à 5 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Agencements et Aménagements : 10 à 20 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties en euros sur la base du dernier cours de change.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et méthodes comptables

Etat exprimé en euros

Valeurs Mobilières de Placements

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode PEPS (premier entré, premier sorti).

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	48 608					48 608
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	48 608					48 608
CORPORELLES						
Terrains	432 614					432 614
Constructions sur sol propre	1 003 721		1 700			1 005 421
sur sol d'autrui						
instal. agencet aménagement	975 074		69 211			1 044 284
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	621 859					621 859
Matériel de transport	51 461				32 265	19 196
Matériel de bureau, informatique et mobilier	323 721		9 265			332 986
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 408 450		80 176		32 265	3 456 361
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	5 961		1 187 807		1 187 807	5 961
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 961		1 187 807		1 187 807	5 961
TOTAL	3 463 018		1 267 983		1 220 072	3 510 929

ANNEXE - Elément supplémentaire

Annexe libre

Etat exprimé en euros

IMMOBILISATIONS

Transfert de Propriété

Le transfert de propriété des actifs immobiliers de l'Association de la Société Nationale d'Entraide de la Médaille Militaire a été régularisé par voie notariée le 12 Août 2015.

Il concerne les deux biens immobiliers suivants :

- Un hôtel particulier à Paris (8ème), Rue de la Bienfaisance
- Une maison de retraite et de repos à Hyères (83400 Var), Avenue Marc Riché

Suite à la dévolution d'actifs composée de biens immobiliers de l'ancienne mutuelle dénommée "Société Nationale Mutualiste les Médillés Militaires" au profit de l'association reconnue d'utilité publique dénommée "Société Nationale d'Entraide de la Médaille Militaire ou S.N.E.M.M." acquise le 28 Mai 2008.

Ces actifs ont été évalués dans l'acte notarié à :

- 7 500 000 € pour l'immeuble de Paris
- 4 800 000 € pour la maison de retraite et de repos à Hyères

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	43 010	262		43 272
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	43 010	262		43 272
CORPORELLES	Terrains	4 076	159		4 235
	Constructions sur sol propre	634 967	17 535		652 502
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	679 661	28 055		707 716
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	442 599	20 625		463 225
	Matériel de transport	45 451		26 255	19 196
	Matériel de bureau, mobilier	300 502	7 387		307 889
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations grevées de droits					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 107 256	73 761	26 255	2 154 763	
TOTAL		2 150 266	74 023	26 255	2 198 035

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables	10 000			10 000
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés	1 137 112			1 137 112
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles	15 245			15 245
Réserves réglementées				
Autres réserves	3 039 512	232 761		3 272 273
Report à nouveau	516 404		33 031	483 373
Résultat de l'exercice	(70 031)	177 594		107 564
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	77 529	29 869	6 156	101 241
Provisions réglementées				
TOTAL	4 725 771	440 224	39 187	5 126 808

ANNEXE - Elément 4

Provisions

Etat exprimé en euros

	Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2019
			Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Provisions pour amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour prêts d'installation					
Provisions autres					
PROVISIONS REGLEMENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Pour litiges					
Pour garanties données aux clients					
Pour pertes sur marchés à terme					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change					
Pour pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres	6 000				6 000
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 000				6 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières					
Sur stocks et en-cours	24 964			295	24 669
Sur comptes clients	1 913			1 913	
Autres					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	26 877			2 208	24 669
TOTAL GENERAL	32 877			2 208	30 669
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			295		
			1 913		

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	1 500	1 500	
	Autres immobilisations financières	4 461	4 461	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	55 330	55 330	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 630	1 630	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 642	1 642	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	15 325	15 325	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	45 034	45 034	
	Charges constatées d'avance	30 665	30 665	
	TOTAL DES CREANCES	155 587	155 587	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	23 942	14 327	9 615	
	Emprunts et dettes financières divers	457			457
	Fournisseurs et comptes rattachés	152 790	152 790		
	Personnel et comptes rattachés	67 360	67 360		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	112 611	112 611		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	1 855	1 855		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	24 289	24 289		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	26 288	26 288		
	Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 723	1 723			
	TOTAL DES DETTES	411 315	401 243	9 615	457
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		14 212			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Stocks et En-cours

Etat exprimé en euros

	31/12/2019	Début exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	197 781	183 589	14 192	
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements				
TOTAL I	197 781	183 589	14 192	
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres	7 505	9 064		1 559
TOTAL II	7 505	9 064		1 559
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III				
Production stockée (Total II + Total III)				1 559

ANNEXE - Élément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2019
Total des Produits à recevoir		29 269
Autres créances clients <i>FACT. A ETABLIR S/ VENTES</i>	4 541	4 541
Autres créances <i>DIVERS - PROD. A RECEVOIR</i>	24 728	24 728

ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

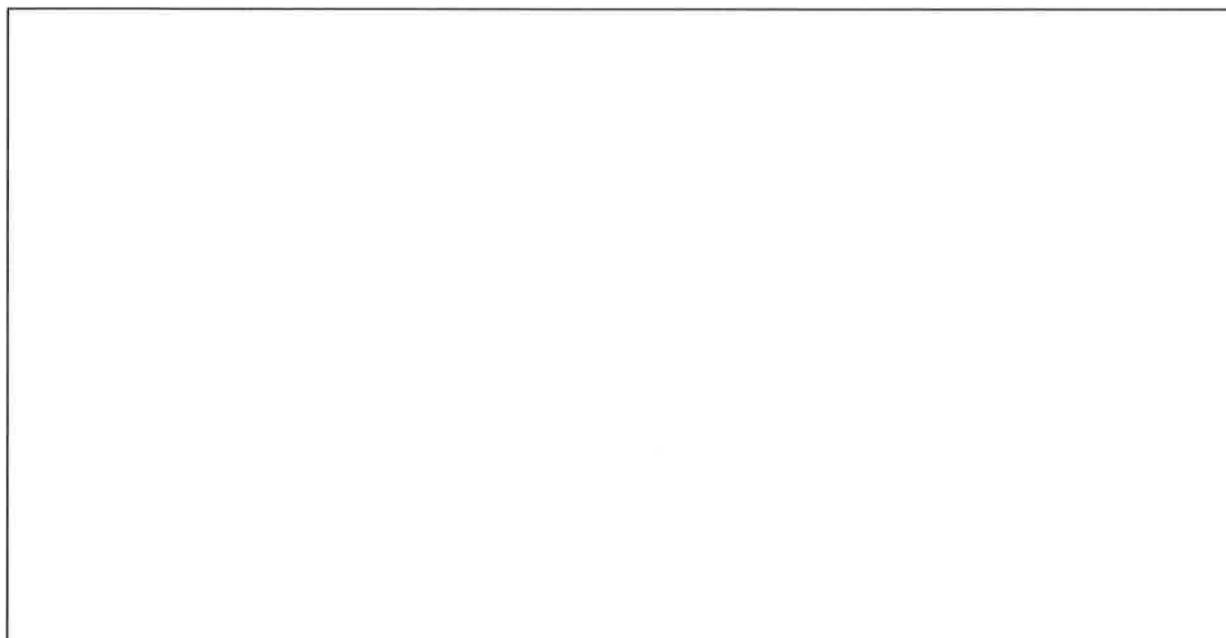
31/12/2019

		31/12/2019
Total des Charges à payer		155 977
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		55 274
<i>FOURNISSEURS FACT NON PAR</i>	55 274	
Dettes fiscales et sociales		100 597
<i>DETTES PRO./CONGES A PAYE</i>	56 337	
<i>PERSONNEL CHARGES A PAYER</i>	11 000	
<i>CHARG.SOC./CONGES A PAYER</i>	26 702	
<i>ORGAN SOCIAUX CHARGESA PAYER</i>	5 000	
<i>INDEMNITE JOURNAL S. S.</i>	1 558	
Autres dettes		106
<i>DIVERS - CHARGES A PAYER</i>	106	

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance (avec détail)

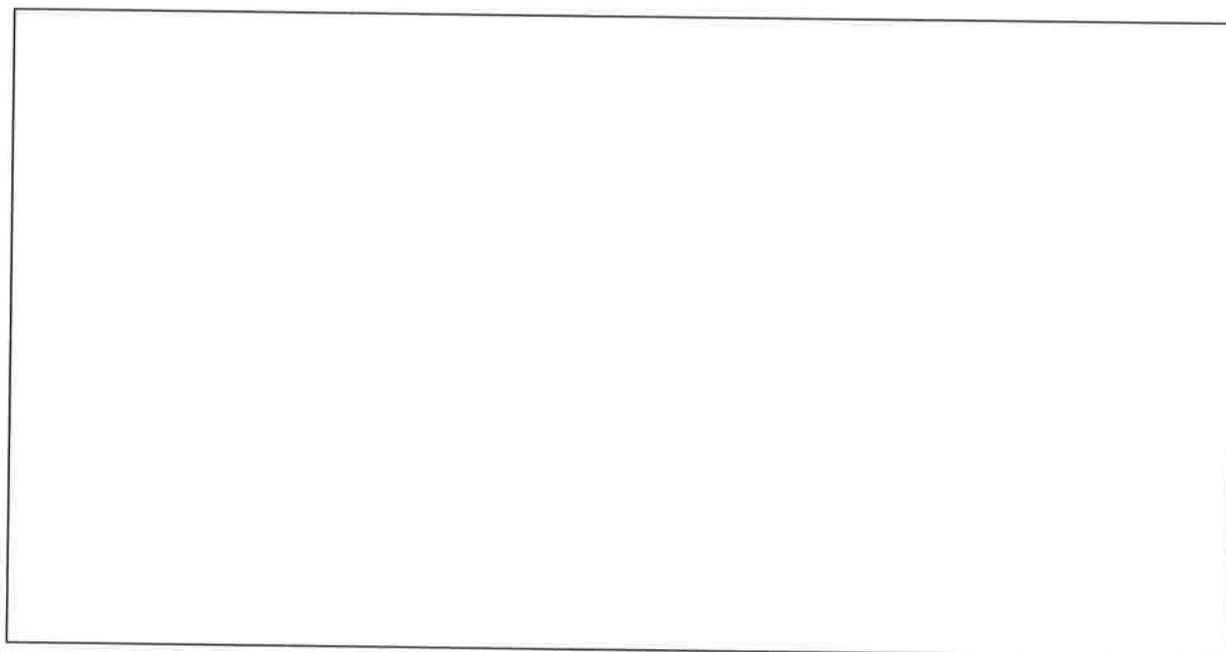
Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	30 665	10 566	20 099	190,23
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	30 665	10 566	20 099	190,23



ANNEXE - Elément 6.12

Produits constatés d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2019	31/12/2018	Variations	%
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION	1 723	342	1 382	404,66
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL	1 723	342	1 382	404,66



Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	Alain GUEZ				EQUATION			
	31/12/2019	31/12/2018	%	%	31/12/2019	31/12/2018	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	4 000	26 000	79,37	96,15	20 000		100,00	
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur	1 040	1 040	20,63	3,85				
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	5 040	27 040	100,00	100,00	20 000		100,00	
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	5 040	27 040	100,00	100,00	20 000		100,00	

Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant pris en charge dans les comptes de l'exercice 2019 se décompose comme suit :

Honoraires en compte de charge sur le contrôle des comptes 2019 : 25 040 € HT

Rappel 2018 :

Honoraires en compte de charge sur le contrôle des comptes 2018 : 27 040 € HT

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

	31/12/2019	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Etat exprimé en euros			
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés Engagement Indemnités de fin de carrière (Siège)		43 596	
		43 596	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		43 596	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

L'association a souscrit auprès de la Société Générale une assurance pour couvrir le montant des engagements retraite.
Le montant de la couverture auprès de la Société Générale au 31/12/2019 s'élève à 58 132 €.

ANNEXE - Elément supplémentaire

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		31/12/2019
Total des produits exceptionnels		170 773
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		151 464
<i>AUT.PROD.EXCEP./OPER.GEST</i>	<i>148 158</i>	
<i>PRODUIT EXCEPT S/ EX ANTERIEUR</i>	<i>3 305</i>	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		17 396
<i>PDTS CESSION IMMOB CORPORELLES</i>	<i>9 990</i>	
<i>SUBV.INVEST.VIREES RESULT</i>	<i>6 156</i>	
<i>DONS SINISTRES</i>	<i>1 250</i>	
Reprises sur provisions et transferts de charges		1 913
<i>REP PROV DOUTEUX REVUE ANT</i>	<i>1 913</i>	
Total des charges exceptionnelles		209 555
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		192 147
<i>CHARGES EXCEPTIONNELLES</i>	<i>2 762</i>	
<i>FRAIS DIVERS SECTIONS ET UD</i>	<i>187 618</i>	
<i>SUBV DRAPEAU SECTIONS</i>	<i>450</i>	
<i>CHARGES SUR EX ANTERIEURS</i>	<i>1 317</i>	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		17 409
<i>VALEUR COMPTABLE ACTIFS CEDES</i>	<i>5 611</i>	
<i>CHARGES EXCEPT DIV</i>	<i>10 298</i>	
<i>DONS SINISTRES</i>	<i>1 500</i>	
Résultat exceptionnel		(38 783)

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Sections et Unions Départementales (non compris dans les comptes individuels du siège)

Le nombre de Sections prises en compte dans les comptes combinés de la SNEMM s'élève à 671.

Le nombre d'Unions Départementales prises en compte dans les comptes consolidés de la SNEMM s'élève à 78.

Traitement des sections n'ayant pas communiqué leurs comptes

La Snemm est notamment composée d'un grand nombre de sections locales et d'unions départementales établies en France et à l'étranger.

En 2018, en raison d'une situation exceptionnelle dans le processus de remontée des comptes, un plus grand nombre de sections qu'habituellement était manquant, entraînant une diminution significative des capitaux propres. Des procédures renforcées de collecte et de suivi régulier en cours d'exercice ont été mises en place. Grâce à ce dispositif, la plupart des comptes de ces sections a ainsi pu être collectée et être réintégrée en 2019.

L'impact global de cette correction est de + 269 K€ sur les capitaux propres au 31 décembre 2019.

Les sections manquantes au 31 décembre 2019 concernent essentiellement des sections n'ayant plus d'activité effective pour lesquelles une fusion et le transfert effectif des comptes bancaires sont envisagés.

Crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19

Dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, l'association a mis en place un plan de mesures préventives, en particulier en ce qui concerne la Résidence de Hyères.

La crise sanitaire est un évènement postérieur à la clôture sans lien direct avec une situation existante à la clôture et n'a pas d'impact sur les comptes 2019. En revanche, elle pourrait avoir un impact significatif sur les comptes de la Résidence en 2020, où nous constatons une perte d'activité pendant les 3 mois de la période de confinement. Nous prévoyons ainsi un résultat 2020 légèrement déficitaire pour cette dernière. Compte tenu de l'imprévisibilité de la crise, les conséquences définitives sur l'activité et les comptes 2020 ne sont toutefois pas encore connues.

En tout état de cause, la Résidence dispose des réserves de trésorerie pour faire face à l'accroissement de ses besoins de financement en 2020.